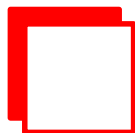


# A CONTRE COURANT

SYNDICAL ET POLITIQUE

ISSN 0997 6922

N° 208 - 1,50 € - Octobre 2009



Pour l'Emancipation Sociale!

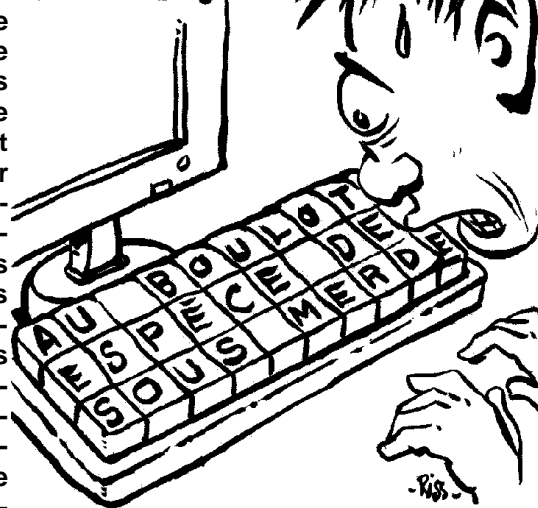


## Ne vous trompez pas de cible !

Le *Suicide*, publié par Emile Durkheim en 1897, passe à juste titre pour un classique de la littérature sociologique. Durkheim y démontre en effet que ce qui passe encore couramment pour un acte purement individuel, relevant de l'intimité du sujet dans sa composante la plus irrationnelle, constitue un fait social au sens plein. Cela l'amène notamment à envisager que le suicide est la manifestation d'états pathologiques non pas tant de l'individu que du lien social, dans sa double dimension d'intégration et de réglementation. Ainsi est-il conduit à distinguer quatre types de suicide, dont l'un, qu'il appelle fataliste, dû à un excès de réglementation et de contrôle social qui ne laisse plus à l'individu d'autre échappatoire que la mort. Mais, pensant que ce type de suicide était devenu marginal dans les sociétés occidentales contemporaines, Durkheim n'en avait pas mené l'étude.

Il semblerait qu'il se soit trompé au moins sur ce point, à en juger par l'allongement constant de la série des suicides de salariés sur leur travail au cours de ces dernières années. France Telecom, après Peugeot et Renault, parmi d'autres entreprises moins visibles, vient en effet de montrer que, dès qu'elle est soumise à la logique implacable de la valorisation du capital, une entreprise se transforme inéluctablement en une machine à broyer les salariés non seulement physiquement mais encore et de plus en plus psychologiquement. Le mécanisme en est bien connu, qui consiste à gérer le personnel par la peur (du chômage) et le stress (la multiplication et le durcissement des exigences en matière de productivité et de qualité) – en un mot, précisément, un niveau de plus en plus élevé de réglementation et de contrôle au sein des tâches productives, y compris dans leurs implications émotionnelles les plus profondes, développant chez les salariés insomnies, recours aux anxiolytiques et aux drogues divers, maladies par somatisation, démission et, en définitive, suicide. Sous le couvert et les couleurs du management par objectifs, l'entreprise capitaliste est en train de se transformer en une institution totalitaire qui, pour extorquer sans cesse plus de travail, cherche à s'approprié (en la réglementant) de plus en plus non seulement l'activité mais encore l'intimité de ses salariés, créant ainsi une situation propre à générer des suicides fatalistes.

LE MANAGEMENT  
EN FAIT-IL  
TROP?



Dans ces conditions, il faut souhaiter que certains de ses salariés trouvent la lucidité et le courage pour retourner contre leurs auteurs et agents la violence dont ils sont actuellement les victimes. Car ce n'est que lorsque quelques «petits chefs», DRH ou autres responsables de service ou d'établissement auront commencé à payer, sur leur propre personne, le prix fort de la maltraitance de leurs soi-disant «collaborateurs» et que cette réplique salutaire aura, elle aussi, fait «contagion» parmi les salariés que ceux-ci pourront espérer connaître d'autres conditions de travail.

# Centres de Communication Rebelles Zapatistes

## Appel à souscription publique de Promedios France

**Promedios est une association basée au Chiapas, dont l'objectif est de former et d'accompagner les promoteurs de communication des communautés zapatistes, pour leur permettre de réaliser leurs propres films et de raconter ainsi leur propre histoire de façon autonome.**

L'association distribue ces films en France, dans le but de contribuer à la diffusion de la parole des Indiens en résistance, à l'information sur la situation au Chiapas et dans d'autres régions du Mexique et au soutien financier du travail des promoteurs de communication grâce à la vente des DVD sous-titrés en français.

Promedios souhaite éditer un DVD, sous-titré en plusieurs langues, de six films réalisés par les vidéastes des communautés zapatistes. L'objectif est de produire 1.000 exemplaires pressés professionnellement (habituellement les DVD du catalogue sont gravés artisanalement en petite quantité) pour obtenir, à la fois, un produit de qualité et une diffusion la plus large possible en Europe et dans le monde.

Cette initiative a notamment pour intention de compenser - du moins en partie - la perte des financements dont bénéficiait jusqu'à maintenant le projet média des Centres de Communication Rebelles Zapatistes (CCRZ) au Chiapas. Grâce à un renforcement de la distribution, l'association espère obtenir des fonds suffisants pour permettre au projet de continuer en se donnant les moyens de son autonomie. Mais l'ambition de cette souscription n'est pas seulement financière: ce projet s'inscrit dans le cadre du soutien aux communautés zapatistes. Il s'agit aussi, par ce biais, populariser le travail de Promedios (site: [promediosfr.free.fr](http://promediosfr.free.fr)) et des promoteurs de communication au Chiapas en touchant un public plus large.

Ce DVD est un outil qui pourrait servir aux collectifs de support à des activités d'information et de débats sur la résistance - et la construction de l'autonomie au Chiapas. Dans le prolongement d'une rencontre européenne qui s'est tenue à Marseille les 1, 2 et 3 mai 2009, cette initiative devrait contribuer à resserrer les liens entre les collectifs de solidarité en leur proposant un travail en commun pour une diffusion européenne.

Pour mener à bien ce projet, l'association a besoin d'un engagement ferme de la part des collectifs de solidarité. Promedios s'engage à effectuer le travail de coordination et de fabrication, mais sans l'assurance de soutiens aussi bien pour la souscription que pour la diffusion, cette initiative n'aurait pas de sens.

Ce DVD contiendra les films suivants:

- «Ateliers vidéo» (1998 / 11 mn)
- «La terre sacrée» (2000 / 18 mn 45 sec)
- «Le silence des Zapatistes», (2001 / 12 mn 40 sec)
- «La vie de la femme en résistance» (2005 / 17 mn)
- «La terre est à ceux qui la travaillent» (2004 / 15 mn) + 10 à 15 mn d'extra (2009)

Il sera sous-titré en français, anglais, allemand, italien et (sous réserve) grec.

L'investissement de départ est évalué à 1500 euros, ce qui correspond à 150 DVD souscrits à 10 euros chacun. Pour mesurer la faisabilité du projet - aussi bien du point de vue de son financement de départ que de sa pertinence dans le cadre de la solidarité avec les Zapatistes - l'association a besoin de savoir combien de DVD seront commandés en souscription et de pouvoir estimer combien pourront être vendus au public par la suite. En lui répondant rapidement, vous lui permettez d'entamer les travaux préliminaires de traduction, et de sous-titrage.

Le prix de vente public après clôture de la souscription sera de 15 euros.

### Organisation pratique:

Rédiger les chèques à l'ordre de «Association Promedios France» (agence bancaire CCM Arles).

Adresse: Promedios France, 5 rue Bellegarde 31000 Toulouse.

Pour les virements en France: numéro de compte 00020147401 (en euros).

Pour les virements internationaux: numéro IBAN: FR76 1589 9079 0700 0201 4740103.

L'argent collecté par virements sera conservé sur le compte de Promedios France jusqu'à la réalisation du DVD. Les chèques reçus ne seront encaissés qu'en cas de certitude de pouvoir éditer ce DVD. Dans le cas où le total des sommes récoltées ne serait pas suffisant pour mener à bien le projet, l'argent déjà collecté serait bien sûr rendu.

Sur le bon de commande :

1) Indiquer le nombre de DVD souhaité en souscription à 10 euros pièce en joignant le chèque ou virement.

2) Indiquer également le nombre de DVD que vous estimez pouvoir commander après la clôture de la souscription (la pièce coûtera alors 15 euros).

## Le Forum Civique Européen

La petite « pub » que vous pouvez lire sur cette page est extraite du n°174 du mensuel bilingue «**Archipel**» édité par le Forum Civique Européen ([www.forumcivique.org](http://www.forumcivique.org) ; [archipel\\_fce@orange.fr](mailto:archipel_fce@orange.fr) ; Tél. 04 92 73 05 98). Le Forum Civique Européen (FCE) est un réseau international de solidarité.

Dans la définition de ses objectifs il souhaite :

*«Organiser localement des interventions directes avec de simples citoyens engagés, mettre en lumière des dysfonctionnements sociaux peu ou pas dénoncés. En privilégiant l'auto-organisation et en mettant en réseau les initiatives émancipatrices, il espère faire des petits pas vers l'utopie d'un monde plus équitable.»*

*Solidaire dans les situations d'urgence, mais aussi promoteurs de projets pérennes, le FCE a pour ambition d'initier des changements à long terme.»*

*Il lui arrive d' « envoyer des délégations d'observateurs internationaux dans les régions en crise politique ou sociale et de prendre contact avec les victimes d'injustices. Il prend aussi la défense des immigré-e-s sans droit pour favoriser leur auto-organisation, ouvrir des lieux d'accueil et de conseil, de formation et de soutien juridique. Le FCE soutient une agriculture socialement durable en refusant l'exploitation illimitée de l'être humain et de la nature. Il constitue des réseaux internationaux de solidarité, encourage les activités interculturelles.»*

Le FCE est né dans l'euphorie générée par les bouleversements en Europe de L'Est en 1989, à l'initiative de citoyen-ne-s de plusieurs pays européens actifs au sein d'organisations comme le mouvement des radios libres ou la coopérative Longo mai.

Le FCE réalise régulièrement des émissions pour Radio Zinzine ([www.radiozinzine.org](http://www.radiozinzine.org)) et d'autres radios.

# La formule Sarkozy (2) : du narcissisme en politique

Dans un précédent article<sup>1</sup>, paru sous ce même titre «La formule Sarkozy», j'ai montré comment Nicolas Sarkozy est parvenu à réaliser la synthèse de différents courants (néolibéraux, néoconservateurs, catholiques traditionalistes, nationalistes, etc.) de la droite française contemporaine (y incluses la droite extrême et l'extrême droite), en renouvelant du même coup les conditions de l'hégémonie de la bourgeoisie sur la scène politique française. Dans le présent article, il s'agit de compléter cette analyse en s'intéressant non plus au contenu du discours et du programme politiques sarkozystes mais plutôt à sa forme et même à son style. En fait, ici comme ailleurs, nous allons voir que la forme est inséparable du fond et que l'analyse de la première révèle certains éléments du second, que la prise en compte exclusive de ce dernier ne laisse pas entrevoir immédiatement. Du coup s'ouvrent aussi de nouvelles perspectives pour comprendre le succès persistant du sarkozysme<sup>2</sup>.

## Une personnalité narcissique

«Le style, c'est l'homme» (Buffon). Penchons-nous donc sur Sarkozy pour tenter de saisir, à travers ses comportements, ses attitudes et postures, ses déclarations, etc., en quelque sorte la psychologie du personnage qu'il joue sur la scène publique et même celle de sa personne privée telle qu'elle transparait à travers le précédent. Car, comme nous allons le voir, cette psychologie se caractérise notamment par le peu de distance voire la parfaite correspondance entre les deux.

Selon le manuel édité par l'Association américaine de psychiatrie DMS-IV, un trouble de personnalité narcissique peut être diagnostiqué dès lors qu'un sujet présente au moins cinq des neuf traits de comportement suivants :

- Le sujet (homme ou femme) a un sens grandiose de sa propre importance. Il surestime ses réalisations et ses capacités, s'attend à être reconnu comme supérieur sans avoir accompli quelque chose en rapport.
- Il est absorbé par des fantaisies de succès illimité et de pouvoir.
- Il pense être spécial et unique et ne pouvoir être admis ou compris que par des institutions ou des gens de haut niveau.
- Il a un besoin excessif d'être admiré et aimé.
- Il pense que tout lui est dû et s'attend à bénéficier d'un traitement particulier et favorable à ses attentes.
- Il exploite les autres et utilise autrui pour parvenir à ses propres fins.
- Il manque d'empathie et n'est pas disposé à reconnaître les sentiments ou les besoins des autres.

- Il envie les autres et croit que tout le monde l'envie.
- Il fait preuve d'attitudes et de comportements hautains et arrogants<sup>3</sup>.

Pas besoin d'être fin observateur ni psychologue chevronné pour déceler la totalité de ces traits chez notre omniprésident. On pourrait résumer sa psychologie par trois composantes majeures, qui d'ailleurs ne sont que trois faces d'une même démesure de l'ego, d'une même hypertrophie mégalomaniaque du moi :

\* *L'omniprésence* («Je suis partout») : c'est l'occupation permanente de l'espace public pour s'y faire admirer, c'est la monopolisation croissante de la communication médiatique à cette fin, la multiplication des 'coups' (des actions d'éclat ou supposées telles, des déclarations fracassantes, des déplacements inopinés en province pour créer l'événement) pour qu'on parle de lui à longueur de flashes d'information et d'éditoriaux. Impossible d'ouvrir en journal sans lire son nom, d'écouter la radio sans entendre sa voix, de regarder la télévision sans voir son visage.

\* *L'omnipotence* («Je peux tout, je sais tout») : Nicolas Sarkozy, c'est Superman... en mieux ! Il se dit capable d'aller «chercher la croissance [économique] avec les dents»<sup>4</sup>. C'est lui qui, exerçant la présidence tournante de l'Union Européenne aurait sauvé la paix en Europe menacé par la courte guerre russo-géorgienne en août 2008. A l'automne 2008, en pleine déconfiture financière, il prétend avoir sauvé l'économie mondiale en convainquant ses collègues d'agir pour sauver le système bancaire<sup>5</sup>. Il veut être à la fois président de la République, Premier ministre, ministre de l'Intérieur, ministre des Finances, secrétaire et sous-secrétaire d'Etat, préfet et sous-préfet, chef du parti de la majorité, membre de l'opposition, fidèle de Jaurès et de Blum, interprète des dernières volontés de Guy Môquet, patron de presse et banquier, etc. Un vrai factotum dont l'énumération des tâches et des activités relègue définitivement les douze travaux d'Hercule au rang d'aimable sinécure.

\* *L'omnivalence* («Je suis le meilleur») : Nicolas Sarkozy s'érige en mesure de toute chose pour mieux affirmer son excellence en toute chose. D'où son universel mépris (envers les hommes politiques, les journalistes, les enseignants, les chercheurs, ses propres collaborateurs même<sup>6</sup>), son recours fréquent à l'injure (cf. le désormais inoubliable «Casse toi alors, pauvre con, va !»), la nécessité de flétrir ses adversaires tout comme de disqualifier ses ministres ou ses pairs (Angela Merkel, Jose Luis Zapatero, Vaclav Klaus, Obama) qui n'a d'égal que la nécessité non moins grande de s'autoglorifier en permanence – l'une étant la condition de l'autre.

Tout le monde pourra facilement compléter la liste des références précédentes qui n'a aucune prétention à une exhaustivité qui serait d'ailleurs fastidieuse à force de répétition s'il était pos-



sible de l'atteindre. Car elles se réduisent en définitive toutes à la même formule : D'abord Moi, toujours Moi et en-core Moi !

## Du populisme comme narcissisme en politique

De nombreuses analyses consacrées au sarkozysme l'ont défini comme un populisme. L'assimilation n'est pas fautive et elle présente un certain intérêt en ce qui concerne la caractérisation du style sarkozyste à condition d'y apporter quelques précisions importantes.

En premier lieu, il convient de concevoir que la notion de populisme définit moins une politique (une orientation politique, un contenu politique) qu'un mode de gouvernement, un style de représentation politique, une forme politique caractérisé par l'établissement d'un rapport direct entre le chef politique (le leader de parti, le chef de gouvernement, le chef d'Etat) et ceux qu'il est censé représenter, par l'absence de médiation, d'intermédiaires entre les deux, par l'instauration (non dénuée de fausses apparences) d'une communication directe entre le peuple et son guide. Ce qui nécessite que ce dernier fasse peuple, apparaisse en permanence comme un membre du peuple ou, du moins, proche du peuple.

Sous ce rapport, de par son style, le sarkozysme est en effet un populisme. En témoignent en particulier :

- Son style totalement relâché : en public, Nicolas Sarkozy est incapable de tenir/maîtriser son corps (tics du visage et désarticulation du corps et de sa gestuelle émaillent et perturbent ses discours officiels); le style bling-bling de son apparence vestimentaire, souligné par son commentaire, digne quelquefois d'un loubard de banlieue ou d'un parrain mafieux; son niveau de langue est inapproprié (il utilise un langage familier voire vulgaire là où la fonction présidentielle requerrait un langage soutenu) – pire: il mélange les niveaux.
- Son comportement totalement déplacé par moments (il recourt au tutoiement presque immédiatement, il injurie ou défie ses opposants politiques lors de ses déplacements officiels comme le ferait n'importe quel voyou, il consulte ses SMS pendant sa visite officielle au pape).
- Il n'établit ni séparation ni hiérarchisation entre sa vie privée et sa fonction publique ; il se prête ouvertement à la «pipolisation» de la vie politique en étalant sa vie privée comme n'importe quelle vedette du spectacle ou du sport ; mais il s'approprie aussi bien la chose publique : «*Les salariés du service pu-*

*blic dépendent de l'actionnaire. Et l'actionnaire, c'est moi.*»<sup>7</sup> Autant dire, comme Louis XIV: l'Etat, c'est moi !

• Il érige les valeurs privées (l'enrichissement personnel) en vertus publiques : «*Président, on a été six à faire. Regardez les seconds mandats, hein ? Pas formidables ! Alors, moi, en 2012, j'aurai 57 ans, je me représente pas. Et quand j'vois les milliards que gagne Clinton [il avance les yeux, cligne à répétition], moi, je m'en mets plein les poches ! [Il frappe de ses mains les deux poches de son veston.]*»<sup>8</sup>

• Sa façon de s'adresser à chacun individuellement et non pas au corps politique (la nation ou le peuple comme communauté de citoyens) en tant que tel.



En second lieu, il convient de remarquer que le style populiste n'est en l'occurrence que la transposition (ou le prolongement) du narcissisme en politique. Et ce d'un double point de vue.

D'une part, parce qu'elle prétend ne dépendre de rien d'autre que d'elle-même (je vais y revenir), une personnalité narcissique est une personnalité fragile, mal assurée de sa propre consistance et valeur, en dépit de ses fanfaronnades et son autoglorification permanente<sup>9</sup>. Plus qu'aucune autre, elle a besoin d'être assurée et réassurée en permanence de sa propre valeur dans et par la reconnaissance (les applaudissements, l'assentiment, l'admiration, les voix lors des élections, etc.) obtenue des autres. Le style populiste du leader narcissique a précisément pour fonction de lui permettre de l'obtenir (du moins l'espère-t-il et le croit-il) de la part du plus grand nombre, à la limite de tous et, ipso facto, leur concours à sa propre

réassurance psychique. En somme, la communication de style populiste entre le leader narcissique et son public repose-t-elle sur l'échange (inégal) symbolique suivant : «*Je te donne à croire que je suis des vôtres, que je suis comme toi – en te permettant ainsi de croire que tu es un peu comme moi – pour que tu me tendes le miroir qui me dit que je suis le meilleur, le plus grand, le plus fort, le plus beau parmi vous.*» D'où aussi l'importance extrême apportée par Nicolas Sarkozy à sa côte de popularité et aux résultats des sondages qui sont censés la mesurer et qu'il multiplie en conséquence.

Fonder sur une nécessité de l'économie psychique du narcissisme, le style populiste du leader narcissique l'est aussi, et plus encore, sur une impossibilité de cette dernière. C'est que le leader narcissique est tout simplement psychiquement incapable de faire face aux exigences de la dimension symbolique de sa fonction politique. Celle-ci fait en effet, en principe, de lui l'incarnation, la personnification, de quelque chose qui le dépasse et au service de laquelle il doit en principe se mettre, qu'il s'agisse de la volonté générale du peuple, de l'intérêt général de la nation, de la République ou même de Dieu. Quoi qu'il représente, le leader politique est tenu par quelque chose de plus grand, de plus important et de plus puissant que lui, dont il tient précisément son autorité et dont il doit respecter les exigences fondamentales. Situation insoutenable, intolérable même en définitive, pour une personnalité narcissique qui ne peut dès lors exercer une pareille fonction qu'en la pervertissant ou subvertissant en permanence, qu'en transgressant les règles de sa propre fonction, qu'en instituant en définitive un régime de déni des lois et de la Loi: Nicolas Sarkozy ira jusqu'à vouloir contourner le Conseil constitutionnel pour passer outre le principe de non rétroactivité des lois<sup>10</sup>. En somme, le style populiste est le seul dans lequel une personnalité narcissique peut exercer une fonction qui dément en permanence les exigences de cette personnalité, d'endosser des habits manifestement trop grands pour lui ou inversement trop étroits pour y loger son ego démesuré.

Occupant toutes les places sauf celle qui lui est dévolue par son élection, Nicolas Sarkozy est en fait totalement incapable d'exercer les fonctions de Président de la République parce que la reconnaissance qu'il existe un ordre symbolique par lequel il est tenu (comme n'importe qui d'entre nous) et qui lui impose certains règles et lui interdit certains comportements est tout simplement inacceptable, bien plus: invivable, pour la personnalité narcissique qui est la sienne. Ce qui peut l'amener par exemple à proclamer : «*Je dis ce que je*

veux. Je suis président de la République et j'ai le droit de dire ce que je veux.»<sup>11</sup> Alors que c'est exactement l'inverse en principe: la fonction de président de la République circonscrit précisément ce que l'individu qui l'exerce a le droit de dire en son nom propre et, plus encore, ès qualités, en tant que président de la Républi-



que. Dès lors, sa manière d'exercer ces fonctions ne peut que contribuer à les corroder et, en définitive, à dégrader leur crédit – et donc à s'affaiblir lui-même.

### Les conditions socio-historiques de la personnalité narcissique

A la lecture des lignes précédentes, on objectera que le style populiste n'est pas propre à Nicolas Sarkozy pas plus que la personnalité narcissique qui l'anime, et que la scène politique contemporaine présente bien d'autres exemples de la combinaison de l'une et de l'autre. On pensera évidemment tout de suite à Berlusconi en Italie tout comme, avec des nuances à chaque fois, à Pym Fortuyn aux Pays-Bas, à Jörg Haider en Autriche, aux frères Kaczynski en Pologne, pour en rester à des exemples géopolitiques proches. Inutile de mobiliser ici les multiples exemples que fournissent par ailleurs le monde du spectacle et celui du sport, qui n'est plus depuis longtemps qu'une section du précédent. La multiplication de ces exemples, loin de remettre en cause des analyses précédentes, conduit en fait à s'interroger sur les processus qui, dans la réalité sociale contemporaine, favorisent l'émergence de ce type de personnalité et, plus encore, qui l'érige en modèle auprès d'un large public.

Globalement, au sein du capitalisme contemporain, disons depuis au moins les lendemains de la Seconde Guerre mondiale, sous l'effet de l'emprise croissante des rapports capitalistes de production sur l'ensemble des sphères de la vie sociale, on a assisté au

parachèvement d'un processus séculaire d'individualisation qui a cependant conduit à modifier la figure même de l'individualité. Cela s'est traduit, d'une part, par le franchissement de quelques degrés supplémentaires sur la voie de l'émancipation des individus au sein et à l'égard des rapports personnels de dépendance. En témoignent notamment l'évolution des rapports intergénérationnels (entre les parents et leurs enfants, entre les enseignants et leurs élèves, etc.), marquée par une autonomisation plus précoce et plus profonde des jeunes à l'égard de leurs aînés, tout comme celle des rapports entre genres, par exemple au sein des couples, caractérisée par une autonomie plus grande des femmes à l'égard des hommes. Simultanément, le relâchement des quelques liens communautaires de dépendance (à l'égard de la religion, de la nation, de la classe, de la profession, etc.), qui avaient persisté voire s'étaient même renforcés au premier temps du capitalisme, s'est également accentué. Tandis que, d'autre part, notamment au cours des toutes dernières décennies, dans le contexte de crise générale du mode capitaliste de production et sous l'incitation des politiques néolibérales, l'injonction d'autonomie faite aux individus par les rapports capitalistes de production s'est elle aussi considérablement accrue. Pensons par exemple aux exigences d'adaptation constante et de non moins constante mobilisation de soi dont sont porteuses la flexibilité et la précarité qui sont les marques propres des transformations actuelles du rapport salarial.

A l'individu autonome classique, se contentant de conquérir et de défendre son indépendance individuelle par rapport aux tiers personnels ou communautaires (ses parents, sa famille, ses amis, ses collègues de travail) et sa capacité à penser, décider et agir par lui-même, est ainsi venu se substituer un individu que je qualifierai d'autoréférentiel<sup>12</sup>. C'est-à-dire notamment :

- un individu qui se pose en référence universelle: un individu qui rapporte toute chose à soi, qui s'érige en mesure de toute chose, qui fait de lui-même l'étalon d'après laquelle la valeur de toute chose est fixée;
- un individu qui ne connaît et ne reconnaît d'autre valeur (éthique ou politique) que l'accomplissement de soi, la réalisation existentielle de

soi, sans limites ni contraintes autres que celles qui résultent des choix liés à cet accomplissement ; ce qui implique notamment le refus de se soumettre à des disciplines collectives et à des idéaux transcendants (du genre: travail, famille, patrie) et encore moins de s'y sacrifier;

- par conséquent un individu pour qui les autres sont tendanciellement conçus comme de simples moyens de parvenir à sa propre fin, à son accomplissement personnel (que ce soit dans une perspective utilitariste ou dans une perspective hédoniste);

- enfin, un individu qui n'est pas prêt à s'engager dans de longues médiations pour parvenir à ses fins, qui exige de voir rapidement le bout de ses actes, dont l'horizon temporel mais aussi spatial de son action est plus limité que celui de l'individualité classique.

Dans une telle individualité autoréférentielle, la composante narcissique du sujet se trouve nécessairement exacerbée; et, dès lors, la dérive vers la personnalité narcissique, précédemment décrite, est une tendance puissante en même temps qu'une tentation permanente. Dans ces conditions, des individus qui présentent une telle personnalité et qui sont en vue dans le monde du spectacle (politique, médiatique, sportif, etc.) sont susceptibles de constituer facilement un modèle identificatoire pour un grand nombre de nos contemporains, tant du moins que les premiers n'apparaissent pas comme des rivaux possibles pour les seconds. En somme, la popularité de Nicolas Sarkozy s'expliquerait par le fait qu'un grand nombre de nos contemporains sont des Nicolas Sarkozy en puissance ou même en acte, du moins à un moindre niveau. Fussent-ils par ailleurs des victimes de sa politique, aveuglés qu'ils sont par les effets de leur identification à leur modèle.



## Une arme à exploiter : la dérision

La solidité de l'assise que certains éléments de la psychologie de masse contemporaine fournissent à la popularité de notre omniprésident ne doit pas cependant nous faire oublier ce que les éléments d'analyse précédents ont déjà évoqué : par delà l'omnipotence qu'elle affiche et revendique, la personnalité narcissique est éminemment fragile. Elle l'est constitutionnellement puisque, plus qu'aucune autre, elle est à la recherche permanente de cette réassurance de soi qui lui manque et qu'elle cherche dans la reconnaissance des autres, dans la marque de leur admiration et de leur culte, qu'elle compromet par le mépris dont elle les gratifie en retour. Sa fragilité tient encore dans les fanfaronnades et les tartarinades auxquelles elle contraint constamment le sujet, dont l'exercice du pouvoir ne fait que multiplier les occasions et la dimension, et qui exposent évidemment leur auteur au risque de piteux échecs ou tout simplement du ridicule.

Car rien n'est plus dangereux ni en définitive insupportable pour ce type de personnalité que de perdre la face<sup>13</sup>. Et rien n'est plus facile en même temps que de la lui faire perdre tant son comportement est risible et prête à la caricature. Rendre le personnage de Nicolas Sarkozy dérisoire en mettant en parallèle, systématiquement, ses déclarations fracassantes et la médiocrité de ses résultats, son agitation continuelle et le surplace auquel elle le condamne,

son ubiquité et son incapacité d'occuper la position qui est la sienne, en un mot ses prétentions de grandeur et sa piteuse petitesse, voilà une voie pour le combattre qui ne devrait pas être réservée aux Guignols de l'info.

Alain Bihl



cahu

1) Paru dans ACC n°182 de mars 2007.

2) La totalité des citations de Sarkozy ont été puisées dans le recueil *J'veis vous dire un truc...*, La Découverte, 2009. Certains de mes éléments d'analyse sont inspirés de la postface à ce recueil d'Ali Magoudi, "Il nous fait rire... jaune".

3) Cf. article "Narcissisme" de l'encyclopédie Wikipédia <http://fr.wikipedia.org/wiki/Narcissisme>

4) Le 30 août 2007 à l'université d'été du MEDEF.

5) "Dans le monde, la seule voix qui a porté, c'est la mienne. A l'ONU, c'est mon discours qui a marqué les esprits avec la proposition d'un Bretton Woods. Et puis j'ai derrière moi Trichet, Juncker, Barroso." (1er octobre 2008).

6) "Je suis entouré d'une bande de connards." (le 16 février 2007) ; "J'ai beaucoup de nuls et de cons au gouvernement" (septembre 2007) ; "J'en ai marre d'être entouré par des nuls !" (13 février 2009).

7) Le 9 juillet 2008 à propos de France Télévision.

8) Le 3 juillet 2008.

9) D'où la méfiance de Nicolas Sarkozy à l'égard des contacts avec la foule, méfiance qui provoque, à chacun de ses déplacements sur le terrain, un déploiement inconsidéré de forces de police destiné à maintenir le peuple le plus loin possible de sa personne et à ne pas entacher son image par d'éventuels actes d'hostilité, fussent-ils symboliques (des slogans, des pancartes, une manifestation, etc.) Contradiction d'un populisme qui s'alimente à un narcissisme impliquant de maintenir le peuple à distance.

10) Il lui arrive même de faire l'éloge de la transgression des lois : "Moi-même, j'ai créé mon personnage en transgressant certaines règles de la pensée unique. Je crois en la transgression, mais ce qui me différencie des libertaires, c'est que pour transgresser il faut qu'il y ait des règles, il faut qu'il y ait l'autorité des lois." (en avril 2007 dans un entretien accordé à Philosophie magazine). Poser des lois pour les transgresser, c'est le propre du pervers !

11) Le 30 juin 2008 à l'adresse de Patrick de Carolis protestant contre une des déclarations sur la télévision publique.

12) Cette nouvelle forme d'individualité a déjà fait l'objet de nombreuses études, parmi lesquelles je citerai : Richard Sennett, *Les tyrannies de l'intimité*, Paris, Le Seuil, 1979 ; *Le travail sans qualité : les conséquences humaines de la flexibilité*, Paris, Albin Michel, 2000 ; *La culture du nouveau capitalisme*, Paris, Albin Michel, 2006 ; Christopher Lasch, *La culture du narcissisme*, Paris, Flammarion, 2000 ; Gérard Mendel, *Quand plus rien ne va de soi*, Paris, Robert Laffont, 1979 ; *54 millions d'individus sans appartenance*, Paris, Robert Laffont, 1983 ; *Construire le sens de sa vie*, La Découverte, 2004 ; Gilles Lipovetski, *L'ère du vide*, Paris, Gallimard, 1983 ; *Métamorphoses de la culture libérale - Éthique, médias, entreprise*, Montréal, Édition Liber, 2002.

Depuis de nombreuses années, les éditos d'ACC et d'AL paraissent dans les deux revues. Nous publions ci-dessous l'édito d' "Alternative Libertaire" n° 187 (Septembre 2009).

"Alternative Libertaire" coûte 2 euros au numéro et est disponible par abonnement et en kiosque. Abonnement : 20 euros pour un an (11 numéros) à adresser à "Alternative libertaire" BP 295 75921 PARIS cedex 19.

## Au placard, les combinards !

Ah, les «quadras du PS» qui vont «révolutionner» la ruine qui leur sert de parti ! Ah, les primaires ! Ah, le «trublion» Cohn-Bendit qui veut «révolutionner» les Verts en les alliant au Modem !

La question des alliances a été au cœur de toutes les universités d'été des partis de gauche et portée au pinacle par le quotidien Libération qui nous assure que la gauche ne sera sauvée qu'en se droitisant ! Que n'aurait-on entendu cet été pour faire croire que la mascarade politicienne valait encore un tour de piste ! Déplorable cirque médiatique, incapable de penser le fait politique hors des combinaison électorales et des affres des partis de «gôche» où se disputent déjà d'hypothétiques strapontins ministériels. Pas un mot de stratégie, pas une idée développée, pas un combat soutenu. La gauche gestionnaire est définitivement pathétique et dérisoire.

Que valent ces heures de programmes télévisés ou radiophoniques et ces pages de journaux noircies sur les alliances politiciennes à venir au regard des luttes sociales qui s'accumulent et sur lesquelles les médias ne jettent qu'un coup d'œil fataliste : «C'est comme ça» ? Mais il n'y a pas de fatalité. Nous ne sommes pas soumis aux calendriers électoraux et à ces misérables stratagèmes pour faire croire à la «nouveau» d'une gauche plurielle bis... avec François Bayrou !

Notre calendrier ce sont les luttes sociales. Celles qu'ont menées des dizaines d'équipes syndicales, d'ouvriers et d'ouvrières, le dos au mur, contre les licenciements et les fermetures d'usines. Celle qu'il va falloir mener contre la privatisation de la Poste. Celle qu'il va falloir mener contre le cauchemar d'une retraite à 65 ans. Et toutes ces batailles quotidiennes, contre le chef, contre le patron, pour rendre coup pour coup et parfois pour gagner dans la grande bagarre de classe qui nous oppose à la bourgeoisie. De tous ces combats, les «quadras du PS», les Cohn-Bendit et tutti quanti n'en connaissent pas la couleur.

Alternative libertaire, le 27 août 2009

# Rocard, l'autogestion et le nucléaire

Les divers articles consacrés au nucléaire ces derniers temps et publiés dans plusieurs numéros d'ACC (notamment l'"Histoire des Luttés Antinucléaires") nous ont valu quelques réactions dont celle d'un lecteur, Alain-Claude GALTIE, qui a vécu le début des oppositions à ce type d'énergie prétendument propre. Adhérent aux "Amis de la Terre" il a participé en janvier 1974 aux "6 heures pour l'Autogestion", en présence de divers groupes écologistes ou politiques dont le PSU dirigé à l'époque par M. ROCARD (mis quelques mois plus tard en minorité au conseil national du PSU à Orléans, ce qui précipita son départ et son ralliement au PS nouveau), toutes formations rassemblées au sein d'un Comité de Liaison pour l'Autogestion Socialiste (CLAS).

## Réveil du passé

GALTIE fut l'un des pionniers de l'écologie politique (cf. son mémoire "Naufrage écologique et social planétaire..." dont ACC a publié un extrait) dont l'importance n'était pas négligeable au début des années 70. Son immense rancœur à l'encontre de ROCARD -- qui ne semble pas s'être atténuée si l'on en juge par les quelques textes qu'il a transmis récemment à ACC en complément à l'"Histoire du mouvement anti-nucléaire" - relève essentiellement de deux aspects: la trahison de l'idée autogestionnaire qui avait placé le secrétaire national du PSU sur l'orbite de la sphère politique (ou politicienne si l'on préfère) d'une part et, d'autre part, du sabotage du mouvement écologique en plein essor à l'époque et fort représenté à l'époque par les "Amis de la Terre", dont la lutte contre le nucléaire n'était pas le moindre des engagements.

Le fait que ROCARD vienne d'être nommé par Sarkozy ambassadeur de France en charge des discussions internationales sur les questions climatiques en Arctique et en Antarctique, et président de la commission sur la Contribution climat-énergie (CCE) - il est le père de la "taxe carbone" qui, par de vils artifices, ne touchera pas, ou si peu, les véritables responsables de l'effet de serre - a manifestement réveillé le passé chez GALTIE. Et probablement

que d'anciens "combattants" de la cause autogestionnaire et/ou antinucléaire se sont trouvés dans la même situation.

## Déjà favorable au nucléaire

Comment en effet concilier l'aspiration au pouvoir qui suppose contournement d'objectifs déclarés, manipulations<sup>(1)</sup>, pratiques contraires aux discours... et autogestion, alternative réelle au capitalisme ? Quand ROCARD a tenté, en 74, d'entraîner le PSU vers le tout jeune PS né à Epinay en 71, son objectif fondamental n'était pas de concilier l'inconciliable, mais bel et bien de se projeter dans l'avenir. Si l'opération fut un échec, elle n'en a pas moins

projet socialiste autogestionnaire" (citations extraites d'une lettre adressée à ROCARD par GALTIE en janvier 74, au lendemain des "6 heures pour l'Autogestion"). Aujourd'hui, plus qu'à l'époque peut-être, on ne peut qu'adhérer à ces paroles.

## L'atmosphère du Grenelle

On s'étonnera peut-être du caractère prétendument écolo et environnemental des missions confiées à l'ancien 1er ministre de F. MITTERRAND et père de la fameuse CSG. Elles sont dans l'air du temps. Elles s'inscrivent dans l'atmosphère du Grenelle de l'Environnement, des divers sommets "climat" et, pour tout dire, de la prise en compte à

## > ROCARD JUSTIFIE LA TAXE CARBONE



affaibli les idées d'autogestion, d'auto-organisation. Déjà se tramait le Programme Commun.

Et si ROCARD, et avec lui la direction du PSU, n'avait pas remis en cause l'industrie du nucléaire, et avait même donné l'impression d'être plutôt favorable à ce type d'énergie, c'est qu'il était déjà "dans l'avenir". Le nucléaire étant une "technologie de domination, lourde et centralisée", qui "échappe totalement à la maîtrise de la population", qui "sera toujours contrôlée par une élite technocratique au service d'un pouvoir centralisé", c'est "l'outil de domination par excellence qui renforce le monopole absolu de la production et de la distribution énergétique..., incompatible avec la préservation de la nature et de la santé de la population..., incompatible avec un

reculons des questions climatiques, cruciales aujourd'hui, par les Etats des pays développés, principaux responsables de la situation et de la mise en péril à plus ou moins long terme des écosystèmes et de l'humanité. Il n'est que de rappeler l'hypocrite "droit de polluer" et le non moins hypocrite marché qui l'entoure: un vrai marché de dupes ! Car le capitalisme n'a qu'une raison d'être: le développement, la croissance, père et mère du profit. Ce n'est pas Sarkozy qui me démentira, et je serais surpris que le futur Copenhague me démentisse lui aussi ! Une fois passée l'acné autogestionnaire juvénile, le poids de l'ambition eut tôt fait de révéler la personnalité du personnage.

Déjà, dans l'introduction à son livre "Questions à l'Etat socialiste" (Stock



1972) ROCARD écrivait: *"Volonté de construire une société radicalement différente du capitalisme qui nous régit actuellement, le socialisme ne peut commencer à transformer réellement les rapports entre les hommes qu'à condition de disposer de cet instrument central qu'est un Etat"*. Certes tout dépend de la nature de l'Etat, ajoute-t-il. Il n'empêche que, dans son esprit, c'est du haut qu'on transformera la société et c'est l'Etat qui est le plus à même de détruire le capitalisme. L'histoire du 20ème siècle a largement donné sa réponse: faut-il remettre en mémoire l'épisode de la gestion mitterrandienne ? L'autogestion, l'auto-organisation, la démocratie directe (la délégation, le mandat, la révocation...) ne sont-ils pas les formes et les pratiques aptes à servir la cause d'un mouvement social en lutte contre les hiérarchies, le tout-pouvoir patronal, des institutions mêmes, dans la perspective de l'émancipation sociale et politique, menant à la réappropriation par le prolétariat des moyens de production et d'échange et du pouvoir de décider ce qu'il est utile de produire dans le respect de la Nature ? La démarche anticapitaliste ne procède-t-elle pas de la base ? Les répressions sanglantes de la Commune de Paris (1871), de la Révolution espagnole et la guerre civile qui a suivi (1936-39) n'illustrent-elles pas dans le drame humain le danger que représente une telle démarche émancipatrice pour le Capital et son ordre établi ? C'est en gros ce que pense un autogestionnaire, non ?

### Le grand homme et le particule

ROCARD ajoute un peu plus loin, p.16: *"malgré ses faiblesses déjà évidentes, son visage déjà corrompu, j'ai adhéré à la SFIO par refus des petites structures"*. On devine déjà le grand homme et son futur itinéraire, un "particule" de 6 à 8000 adhérents ne pouvant prétendre à sa propulsion vers les responsabilités nationales, d'autant que de fortes oppositions à un tel scénario tenaient à l'originalité de l'outil. Il n'entraînera finalement avec lui que le tiers des adhérents ce qui suffira cependant à affaiblir le PSU.

Revenons aux échanges entre la direction du PSU et les porte-parole des Amis de la Terre. La réponse faite par B. JAUMONT (PSU) à GALTIE et SAMUEL (Amis de la Terre) est explicite : elle traduit à la fois l'option de la croissance (économie) et celle du nucléaire (énergie), options peu compatibles, on l'admettra, avec une prétention au socialisme autogestionnaire, de par leur lien avec des décisions centralisées, réponse faite par ailleurs sur fond de tonalité pour le moins caricatural avec cette accusation de *"retour à l'âge de pierre"*, parlant du rejet du nucléaire.

ROCARD, dans son parcours politique et politicien, s'est progressivement accommodé depuis ses velléités autogestionnaires, du modèle capitaliste - on dit aujourd'hui libéral (néo ou ultra selon les uns ou les autres) - de gestion économique. Le libéralisme globalisé n'a fait que mettre un peu plus en évidence une tendance qui s'est révélée une essence. Faut-il rappeler les traits marquants qui ont illustré, et illustrent, son parcours: CSG, participation à la réforme des retraites hier, taxe carbone qui touchera les foyers les plus modestes, nomination au poste d'ambassadeur chargé des négociations internationales pour les questions climatiques aujourd'hui ?

Ces avatars n'ont jamais servi que, et continuent à ne servir que les intérêts capitalistes. Alors, de là à penser que le "grand homme" a quitté une "erreur de jeunesse" pour l'habit plus conforme à sa personnalité de la "moralisation du capitalisme"...

**J.F. Le 17-9 -09**

*(1) Quelque temps après le départ de Rocard du PSU, les militants apprenaient que le secrétaire national avait été en pourparlers avec des membres du PS, notamment Mauroy, depuis près de deux ans.*

**En se servant de Rocard et de multiples autres artifices, le pouvoir fait tout ce qu'il peut pour récupérer la sensibilité écologique. Mais il ne trompe finalement que ceux qui veulent bien se laisser tromper. Les militants fortement engagés dans l'action ne se laissent pas abuser.**

**Nous reproduisons ci-dessous un communiqué d'un groupe, «Les déboulonneurs» ( 24 rue Louis Blanc, 75010 Paris; sur internet : deboulonneurs.org) qui organisent régulièrement des «actions de désobéissance civile» contre l'affichage publicitaire. Ils dénoncent ici avec virulence les faux-semblants et la «mascarade» de concertation imaginés par le gouvernement.**

## Grenelle II et publicité extérieure : échec sur toute la ligne !

Alors que le Sénat vient d'examiner la réforme de la loi de 1979 encadrant la publicité extérieure, il est temps de tirer un premier bilan de ces travaux. Le constat est amer. Le rapport et les articles de loi portés par le sénateur Ambroise Dupont étaient déjà extrêmement frileux. Les amendements votés en séance ont fini de vider ce texte de toute substance. Pire, ils proposent même des concessions aux afficheurs. Contrairement à ses engagements, Mme Jouanno a, au nom du gouvernement, largement soutenu cette mascarade et a sagement évité d'aborder les problèmes cruciaux (formats, densités et police de l'affichage). A la lecture du compte-rendu de séance, on peut parfaitement mesurer le manque de volonté politique qui s'étale à longueur d'imprécisions, de contre-vérités ou de mensonges purs et simples.

Nous voyons là tout le savoir-faire de JC Decaux. Ce «grand afficheur qui se promenait dans les couloirs du Sénat» a parfaitement su convaincre les décideurs politiques de son intérêt économique personnel à continuer la pollution visuelle des paysages. Plusieurs sources au ministère de l'Écologie nous ont fait part « d'énormes pressions sur ce dossier, qui venaient de très haut ». Faut-il encore s'étonner après cela que certains maires cèdent amicalement devant les afficheurs, là où même l'État ne fait pas le poids ?

Le texte Grenelle II doit encore passer devant l'Assemblée Nationale, mais nous n'en espérons plus rien. La démission des politiques est avérée. Pour ne pas perdre la face, le gouvernement communique à outrance sur la réussite du Grenelle à l'aide de ... pleines pages de publicités dans la presse. Alors que le gouvernement se félicitait la semaine dernière d'un bilan positif du contrôle de l'argument écologique dans les publicités, on assiste ni plus ni moins à une magnifique opération de blanchiment écologique de la part de ce dernier. La boucle est bouclée.

Une fois de plus, une fois de trop, nous dénoncerons cette situation et demanderons qu'un véritable débat public s'ouvre sur la place de la publicité dans nos paysages et dans notre société. Nous continuerons à protester en barbouillant des panneaux publicitaires.



# Etats-Unis : le rêve n'est qu'un cauchemar

En parcourant la presse<sup>1</sup> depuis le mois de mai 2009, nombre de faits et chiffres peuvent être collationnés qui révèlent, au-delà de la bien-pensance libérale, la réalité du cauchemar états-unien. Les rutilantes images télévisuelles de l'Amérique sont l'arbre qui cache la forêt de l'extrême fragilité de cette société, y compris en Californie et en Floride, Etats fédéraux réputés les plus riches de l'Empire. Malgré des inégalités vertigineuses, les dominants, le capital financier prospèrent dans la crise car, pour eux, «la propriété c'est le vol» non pas dans le sens où l'entendait Proudhon, mais dans celui de la ponction financière étendue à l'ensemble du monde. Le sens commun incite à penser que ce qui vient d'Outre Atlantique met plusieurs mois à traverser l'océan...

## Au-delà de la crise financière, l'horreur sociale globale

Le plan de relance d'Obama, les 787 milliards de dollars infectés ont, pour l'essentiel, servi à sauver les banques qui sont, de fait, des plus réticentes à financer l'économie dite réelle. Elles se reconstituent leurs marges pharaoniques en se nourrissant des émissions de dettes des entreprises et en spéculant sur les marchés, ce qui leur a valu une condamnation ... sans effet, d'Obama, stigmatisant «la cupidité généralisée». Les médias nous ont montré que la pointe émergée de l'iceberg, ces quelques traders éjectés de Wall Street, ignorant la masse de 242 000 salariés du secteur financier depuis le début 2008. De fait, la réalité du peuple états-unien est toute autre si l'on examine les chiffres du chômage, de la précarité, de la santé et même de la pauvreté qui gangrène cette société que surplombe une minorité de milliardaires.

Puisque la crise a commencé par l'effondrement des subprimes, par cet endettement massif d'insolvables qui avaient rêvé de devenir propriétaires de leur habitation, évoquons d'abord cette situation de **crise du logement**: le nombre de saisies immobilières atteint le chiffre de 2,3 millions, 15,2 millions d'emprunteurs immobiliers doivent désormais plus d'argent que n'en vaut leur habitation et 13 % d'entre eux, insolvables, sont expulsés ou en voie de l'être.

C'est que le marché s'est dramatiquement contracté: le recul des prix est de 48 % à Miami, il atteint 50 % à Los Angeles. Si les transactions reprennent c'est que nombre d'aigrefins en profitent pour faire de bonnes affaires dans un proche avenir, car l'on compte 700 000 habitations vides, excédentaires et correspondant au boom immobilier qui avant la crise n'avaient pas trouvé preneur, ce qui équivaut à un an de production de logements.

A cette situation dramatique est venue s'ajouter les licenciements massifs. En 18 mois, le **chômage** a augmenté de 92% pour atteindre un taux de 9,5% des actifs en juin, les 10% pourraient être dépassés enfin d'année. De décembre 2007 à juin 2009, 6,5 millions d'emplois ont été supprimés. Ces chiffres sous estiment d'ailleurs la réalité. Ils ne prennent pas en compte le chômage technique imposé, ni les temps partiels contraints (16,4 % des actifs) et encore moins le fait qu'au bout de 7 mois de chômage, les indemnités cessent et que les chômeurs disparaissent des statistiques. Certes, de 690 000 chômeurs de plus chaque mois, de janvier à mars, le chiffre aurait baissé à 345 000 mais la purge continue et les patrons n'embauchent plus. Pour ne prendre qu'un exemple emblématique, celui de Général Motors, c'est la moitié des 605 000 salariés qui a été licenciée, les 50 milliards de dollars d'aide de l'Etat n'ont servi, bien évidemment, qu'à rembourser les créanciers et les actionnaires. Pensez donc ! Les actions GM de ces malheureux propriétaires valant encore 17 dollars chacune en avril 2008 ne représentaient plus que 0,75 dollars au 25 mai 2009 ! Ce n'est pas eux qui doivent payer la crise ! Nouveauté dont on parle peu, c'est la baisse non négligeable des salaires, de - 6 à - 20 %. Un quart des salariés seraient touchés. C'est ainsi que pour augmenter sa «profitabilité» Hellwet Packard a rogné 13,5 % de sa masse salariale.

En matière de **santé** Obama serait le symbole du renouveau ! Quoique ! Les compagnies d'assurances déversent des millions de dollars pour bloquer son projet déjà bien mal en point et alimen-

ter une campagne réactionnaire contre son «*communisme étatique*» d'assistance publique. Et pourtant les chiffres parlent d'eux-mêmes: seuls 58 % des Etats-uniens ont une assurance Santé qui leur coûte la peau des fesses quand ils sont remboursés des frais médicaux engagés<sup>2</sup>; près de 50 millions n'ont

## CONTRE LA RÉFORME SANTÉ D'OBAMA



aucune couverture soit 16,5% de la population. Avec les licenciements massifs, l'impossibilité de continuer à payer leur assurance, 2,4 millions de travailleurs ont perdu leur couverture santé<sup>3</sup>. Il existe bien une assurance publique, Medicare, mais elle est réservée aux très faibles revenus, aux handicapés, aux ex-combattants; ils n'ont droit qu'à des soins réduits, à la chaîne, et ce système est lui-même à bout de souffle (2 000 milliards de dettes).

Dans leur grande masse, après avoir vécu à crédit, les Américains se découvrent **pauvres**. On les a incités à collectionner jusqu'au vertige les cartes de crédits; leurs engagements financiers, en moyenne et par ménage, représentent 140% de leurs revenus ce qui équivaut globalement 1 914 milliards de dettes, soit 8 329 dollars par foyer. Ces moyennes ne disent rien du chaos des existences délabrées dans les quartiers déshérités où croupissent en majorité les Noirs et les Hispaniques d'origine, ni de leurs conditions d'hygiène et d'alimentation déplorables. Dans son enquête la journaliste Corinne Lesnes rapporte dans *le Monde*<sup>4</sup> que 12,5 millions d'enfants s'ont pas assez à manger et que 30 millions de bons d'alimentation sont distribués chaque mois. Paradoxe: dans cet univers impitoyable

une seule catégorie trouve du travail, des petits boulots, c'est celle des plus de 55 ans qui ont vu leur épargne retraite s'effondrer et leurs quelques économies s'effilo-cher. Mais pour les dominants c'est plutôt le «Vive la crise» qui domine.

## Rêver sur la détresse du plus grand nombre

Les USA ce n'est pas seulement un déficit public de 1 000 milliards de dollars qui atteindrait 1 800 en fin d'année, ni celui d'un déficit public-privé cumulé qui culminerait à 3 000 milliards de dollars au cours des deux prochaines années, c'est aussi pour les créanciers qui en profitent à un taux d'intérêt de 3,4% sur 10 ans pour les emprunts d'Etat, l'assurance tous risques que leurs rentes vont fructifier, du moins en sont-ils convaincus. Banquiers, spéculateurs et autres traders assurés que l'Etat fédéral ne peut que les renflouer avec l'argent des contribuables, et ce, parce qu'ils sont trop gros pour sombrer, font preuve de leur esprit prédateur à toute épreuve. Les exemples abondent: la banque Goldman Sachs qui en juillet a bénéficié de 3,4 milliards de dollars de fonds publics, en août provisionne 20 milliards de bonus. Il est vrai que son PDG a demandé à ses golden boys de faire «*preuve de retenue*», «*afin qu'ils ne soient pas vus en train de mener grande vie*» dans la misère ambiante. Comme dirait Michel Sapin, secrétaire à l'économie et à la fiscalité du parti Sol-férino «*un trader comme un commerçant a besoin d'une rémunération variable, c'est son salaire, il ne faut pas tomber dans la folie anti-bonus*». Peu importe que ces 20 milliards équivalent à la somme d'ailleurs insuffisante allouée par le G8 à la lutte contre la faim dans le monde. De compassion point trop n'en faut !

En revanche, la glotonnerie des prédateurs ne connaît pas d'indigestion : Citigroup qui a perçu 45 milliards de dollars de l'Etat fédéral, en dépit d'une perte de 18,7 milliards enregistrée sur l'exercice, n'a pas hésité à verser à ces 738 cadres les plus haut placés 1 million de dollars. Mieux ! Bank of América : sur les 45 milliards d'aide perçus, 3,3 milliards ont été aux dirigeants, 172 d'entre eux ont reçu 1 million de dollars. Encore plus fort : Merrill Lynch a distribué 3,2 milliards et 4 des plus hauts dirigeants ont perçu chacun 121 millions. Pour eux, le rêve américain est tangible, comme pour tous ceux qui spéculent de nouveau sur le pétrole. Plus de 25 milliards, au cours des 6 derniers mois, furent investis sur

WALL-STREET...



des contrats futurs, la spéculation est repartie comme avant, si bien qu'un trader de Citigroup, spécialisé dans les hydrocarbures devrait toucher le modique bonus de 100 millions de dollars<sup>5</sup>. Quant au PDG de la Morgan Stanley, lui, reste raisonnable ... Après avoir réorganisé, licencié, il a maintenu son salaire à 800 000 dollars annuels tout en remotivant ses sbires. Son directeur financier (et d'autres) lui, a vu son salaire fixe augmenter de plus du double : 752 000 dollars, c'est quand même mieux que 323 000 surtout que son bonus, sa part variable, a connu également un bond appréciable de + 25 à 30%. A ces gens-là, il convient de «*maintenir*», comme l'a déclaré ce PDG, «*le goût du risque*»<sup>6</sup>. Qu'importe la mise en péril du système ! Les 700 000 milliards de dollars de produits financiers dérivés sont de nouveau sensés rapporter des rentes faramineuses d'autant que des contrats d'assurances sont souscrits pour protéger ces «investisseurs» spéculatifs des risques de faillite et de défaut de paiement, au taux de 25 % au cours des 50 prochaines années ! Ce qui fait s'exclamer Daniel Cohen, l'économiste libéral hier, alarmiste aujourd'hui : «*qu'aucune institution financière ne pourrait honorer de tels engagements en cas de défaut de paiement américain*» et de nous promettre dans une telle hypothèse une inflation catastrophique et des faillites en Europe<sup>7</sup>. D'autres comme Yves Manon s'effarouchent de l'effondrement de la consommation états-unienne. Ce sont 700 milliards qui manquent désormais pour faire tourner les usines en Chine et en Inde et de nous certifier que si les biens de consommation importés aux USA se tarissent, c'en est fini de la croissance car aucun autre relais n'existe. Les G20 et autres G8 ont beau se succéder, la grande mascarade sur la moralisation du capitalisme n'a guère produit d'effets sur les drogués du néolibéralisme. Intoxiqués par leur avidité, leur soif de profits immédiats, agrippés à

leurs sinécures, drapés dans l'apparence des bonnes manières, ils seront les premiers à s'insurger si l'on s'attaquait à leurs prébendes et à crier en chœur : c'est du communisme, on veut spolier la propriété. Quel journaliste d'investigation oserait braver la législation des îles Caïman ? Le secret bancaire y est bien gardé, la divulgation d'informations est un délit passible de 2 ans de prison. Avis aux amateurs ! La liste des paradis fiscaux a certes été blanchie, la Suisse a promis, d'autres se prétendent moins opaques mais les règles cyniques restent en place : rançonner les profits industriels et commerciaux. On ne change pas les mentalités des vautours ni des «barons voleurs»<sup>8</sup>. Leur seul Dieu, c'est le veau d'or, leur rêve de croissance c'est toujours exploiter davantage ... jusqu'à la prochaine crise financière.

Pour les classes populaires, les conséquences en seront dramatiques. On en mesure déjà les effets en Floride et en Californie, les deux Etats les plus riches (!) des Etats-Unis.

(suite au prochain numéro)

**Gérard Deneux le 20.09.2009**

1) *Le Monde*, L'humanité et l'excellent article du Monde Diplomatique du mois d'août d'Olivier Cyran sur la Floride.

2) Voir à ce sujet le film de Michael Moore " Sicko ".

3) *L'Humanité* du 6.08.2009.

4) *Du 4 septembre 2009*.

5) *Le Monde* du 1 août 2009.

6) *Le Monde* du 7 juin 2009.

7) *Le Monde* du 7 avril 2009. D. Cohen vient de sortir un livre pour nous prouver que le capitalisme n'est pas responsable de la crise : le responsable c'est la trop grande prospérité qui provoque ... des crises !

La Tendence CLAIRE du NPA (pour le **Communisme, la Lutte Auto-organisée, Internationaliste et Révolutionnaire**), très minoritaire mais aussi très active, est animée par des militants présents dans onze départements. Les uns viennent de l'ex-Groupe CRI, d'autres de l'ex-LCR, d'autres étaient sans parti auparavant. Elle édite un bulletin électronique que l'on peut trouver sur son site : <http://tendanceclaire.npa.free.fr> Courriel : [tendanceclaire.npa@free.fr](mailto:tendanceclaire.npa@free.fr) Tél. : 06 64 91 49 63. Une série de quatre textes sur une usine argentine est publiée dans le numéro de septembre 2009 de ce bulletin, intitulé «**Au CLAIR de la lutte**».

Dans cette usine, à Zanon, où l'on produit sous gestion ouvrière depuis huit ans, les capitalistes ont été expropriés. Un texte propose une sorte de chronique de la journée inoubliable de l'expropriation ; un autre fournit des extraits des statuts du Syndicat des Ouvriers et Employés Céramistes de Neuquén (SOECN), réécrits pendant la lutte. Les deux autres textes sont dus à Raul Godoy, ouvrier de Zanon, secrétaire adjoint du Syndicat des céramistes de Neuquén et dirigeant du Parti des Travailleurs pour le Socialisme (PTS) d'Argentine.

L'un, intitulé «*Notre lutte est politique*» synthétise bien l'actualité de l'exemple de Zanon face à la crise capitaliste actuelle. L'autre, que nous reproduisons ci-dessous, est une interview de Raul Godoy réalisée quelques semaines avant l'expropriation, dans laquelle il revient sur les huit ans de lutte des ouvriers de Zanon.

## Autogestion à Zanon, en Argentine

**Après huit années de lutte extrêmement dure et de production sous contrôle ouvrier, vous avez obtenu l'expropriation de l'usine. Mais quelle était la situation à Zanon jusqu'en 2001 ? Est-ce qu'il existait une tradition de lutte à l'intérieur de l'usine ?**

Il n'existait quasiment aucune tradition de lutte à Zanon. L'usine a été créée en 1980, pendant la dernière dictature militaire. Dès le début il y régnait une discipline de fer, avec beaucoup de pression sur les ouvriers. Avec la chute de la dictature, un syndicat a été créé mais il était aux mains de la bureaucratie syndicale. Par la suite il a été dirigé par des réformistes, qui ont toujours été très liés aux patrons.

**Quelles ont été les raisons du début du conflit en 2001 ?**

En réalité ce qui a éclaté en 2001 couvait depuis longtemps. On a d'abord récupéré la Commission Interne [section syndicale d'entreprise, NdT] qui était aux mains de la bureaucratie. De là on a commencé à lutter pour mettre un frein aux licenciements, à la mise au chômage technique et à participer aux grèves générales auxquelles appelaient les centrales syndicales.

Mais on y participait avec notre propre programme, en leur donnant une dynamique propre. En 2000 on a récupéré notre syndicat (le SOECN) et on a commencé à revendiquer un certain nombre de droits. Mais en 2001 l'économie argentine s'est littéralement écroulée, ce qui a provoqué une vague sans précédent de fermetures d'entreprises, des millions de chômeurs, la confiscation des comptes bancaires de centaines de milliers de petits épargnants. Cette situation a mené à de véritables journées révolutionnaires au cours desquelles a été renversé le gouvernement de De la Rúa et ça a donné naissance à différents processus de



lutte : le mouvement des travailleurs sans emploi, les piqueteros, organisés au sein de plusieurs courants, les assemblées populaires dans les grands centres urbains, et aussi les usines occupées, puis récupérées, ou dans notre cas un mouvement d'occupation de l'usine pour répondre à un plan social.

**Comment êtes-vous passés de l'occupation de l'usine à la production sous contrôle ouvrier ?**

Ça a été dur comme processus. On était plusieurs à être convaincus de ce qu'il fallait faire. Mais pour la plupart des collègues c'était un défi beaucoup trop grand. Ça voulait dire violer la propriété privée, courir le risque de se retrouver face aux forces de répression, devant un tribunal, etc. C'est d'ailleurs ce qui

nous est arrivé au bout du compte.

Mais ce qu'on a fait c'est accompagner les travailleurs dans leur expérience, respecter leurs rythmes. On a commencé par camper à l'extérieur et puis dans l'usine pendant cinq mois. Pendant ce temps-là on ne se tournait pas les pouces. On a organisé des commissions de travail : une Commission presse et diffusion, une Commission de solidarité au sein de laquelle on a intégré des camarades venant de différentes organisations, une Commission sécurité, qui s'est par la suite transformée en Garde de l'usine et qui organisait l'autodéfense, la Commission femmes, à laquelle participaient les travailleuses, les femmes, les mères et les filles des travailleurs céramistes notamment. Tout cela a donné lieu à un militantisme ouvrier impressionnant. C'est là qu'ont commencé à apparaître les cadres militants qui ont par la suite structuré la base militante pour organiser le contrôle ouvrier.

**Et comment fonctionne l'usine sans patrons depuis ce moment là ?**

D'abord, et depuis le début, on fonctionne sur la base de la démocratie ouvrière directe. Dans l'usine on a organisé une espèce de Conseil ouvrier. Il y a un délégué par secteur, élu par ses camarades, sur mandat révocable. Et puis aussi deux ou trois coordinateurs généraux qui sont élus en AG. On fait des réunions régulières de coordinateurs, et pour prendre des décisions on organise une assemblée générale qu'on appelle «journée d'assemblée», une fois par mois, au cours de laquelle chacun fait le bilan et on vote les grandes orientations, tant au niveau économique, politique que social d'ailleurs. Il existe au sein de l'assemblée une liberté totale d'opinion et de tendances. Et on adopte des résolutions en fonction d'une majorité et d'une minorité.

**Le personnel technique ou admi-**

### **nistratif a participé également à l'occupation ?**

Très peu. En fait personne de l'ancien personnel administratif. Du côté du personnel technique, deux ou trois collègues. Et puis deux agents de maîtrise aussi, qui nous ont rejoints avant que la crise n'éclate vraiment.

### **Quelles ont été les transformations qui se sont opérées au sein du syndicat pendant le mouvement ?**

Notre syndicat avait déjà radicalisé son programme avant le début de la crise. On a mis l'accent sur la nécessité de défendre une orientation lutte de classe. Quand on a refondé le syndicat par la suite, on a bataillé pour qu'il adopte un profil lutte de classe et militant. On se bagarre pour l'unité ouvrière, pour le passage en CDI des précaires et des CDD, pour l'égalité salariale à travail égal, etc. Face à la crise capitaliste actuelle on a encore plus radicalisé notre programme.

On dit que c'est aux patrons de payer la facture, que quand ils disent que les entreprises sont en crise, alors il faut publier les comptes de l'entreprise des années antérieures, et que si les entrepreneurs affirment que la boîte doit fermer, alors qu'ils s'en aillent parce que nous autres les travailleurs on est capables de la faire marcher sous contrôle ouvrier.

### **Comment la population de Neuquén a-t-elle répondu à l'occupation de l'usine ?**

Très bien. Les gens ont compris que notre lutte était légitime. Tout ce qu'on avait fait avant a porté ses fruits, avec les Commissions de presse, de femmes, les bulletins et les tracts, le Fonds de grève pour soutenir notre lutte mais aussi pour expliquer les raisons du conflit, nos interventions sur la fac avec les groupes d'extrême gauche, etc. Mais en plus, pendant tout le conflit, on a toujours soutenu les revendications des autres travailleurs et des classes populaires, les revendications démocratiques, et ça a abouti à un vaste mouvement de solidarité. On a toujours dit que l'usine appartenait à la communauté, aux classes populaires et aux ouvriers de la région en général, et on a fait plein de dons de carrelages et de revêtements aux écoles, aux hôpitaux, aux sans-logis ou aux mal-logés des bidonvilles, et tout ça, ça nous a permis de forger une alliance avec les classes populaires et d'autres secteurs ouvriers.

### **Vous avez beaucoup travaillé avec le mouvement des chômeurs, les piqueteros. Comment ça a marché ?**

On a tissé une alliance révolutionnaire avec les chômeurs organisés, qui avait un énorme potentiel. On a réussi à unir, même s'il ne s'agissait que de sec-

teurs d'avant-garde, ceux et celles que le patronat, la bureaucratie syndicale et les gouvernements divisent constamment, les travailleurs ayant un emploi et ceux qui n'en ont plus.

À Neuquén, grâce au SOECN, on a mis sur pied la Coordination Régionale de l'Alto Valle, à laquelle participaient les ouvriers céramistes bien sûr, mais aussi les chômeurs des différentes organisations piqueteras, les travailleurs de la santé, les enseignants, les étudiants et les partis d'extrême gauche. Ça a été une expérience très importante pas seulement pour structurer l'unité d'action, mais aussi pour défendre un programme unifié de revendications. C'est en raison de cette unité que les premiers emplois qu'on a créés à Zanon, nous autres les ouvriers, sont allés aux travailleurs sans emploi qui militaient au sein des différentes organisations de chômeurs.

### **Vous avez aussi travaillé avec les peuples indigènes de la région ?**

Oui, également. On a démontré comment on était capables de tisser de nouveaux rapports, nous autres les travailleurs, pas sur la logique de l'exploitation mais avec un esprit social, en respectant les droits des peuples originels, en défendant leurs revendications de reconnaissance, en soutenant leurs combats contre les multinationales du pétrole, etc. Quand au début on a dû faire face au boycott des matières premières qu'organisait l'ancien patron, la Confédération du Peuple Mapuche s'est rendue à l'usine et a mis à notre disposition ses carrières d'argile qui se trouvent sur leurs territoires pour qu'on puisse travailler. Aujourd'hui on a créé une nouvelle ligne de carrelages qui s'appelle Mapuche justement, et qui porte le nom de leurs chefs historiques les plus combattifs, ceux qui ont résisté à la Conquête.

### **En 2001-2002 il y avait des centaines d'usines occupées en Argentine. Comment les ouvriers de Zanon se sont situés dans ce mouvement ?**

On a toujours combattu pour la coordination de l'ensemble des lieux de travail en lutte et récupérés. On a voyagé dans toute l'Argentine et à plusieurs reprises on a réussi à organiser des Assemblées très importantes au niveau national.

Mais le gouvernement, à travers les rouages de l'Etat, de ses fonctionnaires, de ses «opérateurs sociaux», a essayé



de canaliser à sa manière ce mouvement naissant. À Zanon on défendait l'idée que «si on touche à une seule usine, c'est nous tous qu'on attaque», et on faisait appel à toutes les organisations ouvrières, par-delà nos différences, pour qu'on se mette d'accord sur un ou deux axes centraux : la défense inconditionnelle des entreprises occupées et/ou récupérées face à toute tentative d'expulsion ou de répression, et le combat mené parallèlement pour une loi nationale d'expropriation qui donne une légalité à toutes les entreprises occupées et sous gestion ouvrière directe.

### **Il reste beaucoup moins «d'entreprises récupérées» aujourd'hui en Argentine. Pourquoi l'expérience de Zanon a perduré alors que d'autres ont connu un échec ?**

Il y a plusieurs raisons à cela. D'une part le gouvernement a déployé tout un arsenal de mesures pour rendre passives les expériences militantes. Il conditionnait l'aide au compte-gouttes, au fait que les entreprises récupérées auxquelles il s'adressait ne s'occupaient pas des autres boîtes, et fassent le moins de politique possible. En plus de ça des organisations qui avaient une trajectoire militante par le passé se sont retrouvées à la remorque du président Kirchner et ont défendu le gouvernement. C'est le cas de beaucoup d'organisations de chômeurs, de syndicats, d'assemblées populaires, mais aussi d'organisations de défense des droits de l'homme comme les Mères de la Place de Mai par exemple. Dans notre cas on a toujours défendu l'idée d'une gestion ouvrière militante, basée sur l'indépendance de classe. On a toujours eu pour politique de chercher à nous coordonner avec d'autres usines et d'autres secteurs en lutte. On dit qu'il ne peut y avoir de gestion ouvrière qui fonctionne correctement quand à l'extérieur de Zanon il y a des millions de chômeurs, de travailleurs payés au lance-pierres, et tout ça dans le cadre du marché capitaliste et donc la concurrence avec des grandes entreprises qui ont beaucoup plus de facilités et de capitaux que nous.

C'est pour ça qu'on a toujours lutté

pour la nationalisation sous contrôle ouvrier et l'expropriation de l'usine, ce à quoi on est arrivés après huit années de lutte, par le biais d'un vote à l'Assemblée législative de la province de Neuquén.

**Tu es ouvrier de Zanon et dirigeant syndical du SOECN mais également dirigeant national du Parti des Travailleurs pour le Socialisme (PTS). Quel a été le rôle du PTS pendant cette lutte ?**

Le rôle du PTS a été fondamental. Bien des bagarres se perdent par manque de perspectives ou de stratégie. Il a été central pour nous de partir de l'expérience historique de notre classe pour exiger par exemple l'ouverture des livres de comptabilité, organiser la lutte sur la base de la démocratie ouvrière directe, avec liberté de tendance, batailler pour l'occupation de l'usine, exiger l'expropriation, c'est-à-dire pour structurer le programme, les perspectives, mais aussi pour assurer une campagne militante de propagande en soutien à Zanon dans tout le pays, pour que

Zanon s'installe dans les débats au sein du mouvement ouvrier, étudiant, par le biais du Fonds de grève, etc. Notre gestion ouvrière n'est pas partie de zéro. C'est sur la base de multiples expériences de lutte, de défaites et de victoires de générations qui nous ont précédés et qui ont donné leur vie pour la cause ouvrière que nous avons pu structurer notre combat.

**Au cours des derniers mois on a vu un certain nombre d'occupations d'usines dans différents pays, la plupart du temps pendant quelques jours, et dans certains cas y compris des séquestrations de patron. Que pourrait montrer l'exemple de Zanon à ces différents phénomènes ouvriers ?**

D'abord c'est une excellente nouvelle de savoir que les travailleurs radicalisent leurs méthodes de lutte alors que la crise ne fait que commencer. Pendant les périodes de crise d'ailleurs les patrons et leurs gouvernements radicalisent les leurs, ce qui se traduit par des millions de licenciements, de chômeurs, de travailleurs pauvres. Ils essaient de frapper encore plus fort ceux et celles qui comme nous luttent et se battent. La radicalisation de leurs méthodes se traduit même par la multiplication des interventions armées, comme ils l'ont déjà fait contre l'Afghanistan, l'Irak ou le peuple palestinien. Et ils annoncent même que tout ça deviendra monnaie courante à l'avenir. C'est pour ça que les travailleurs doivent radicaliser leur riposte. C'est une question de vie ou de mort. Mais il faut surtout qu'on apprenne à radicaliser les alternatives politiques pour lesquelles

on lutte. Parfois on peut être très radical dans la forme et dans la méthode de lutte mais en même temps très réformiste dans le projet politique que l'on porte. Je ne me réfère pas bien entendu aux camarades qui luttent de manière spontanée pour riposter face aux attaques du patronat, mais plutôt aux organisations qui ont pour responsabilité de proposer des alternatives. C'est en ce sens que radicaliser notre réponse devrait passer par l'exigence concrète que la crise soit payée par les capitalistes : ouvrir les livres de compte pour que les travailleurs connaissent parfaitement les profits réalisés par les capitalistes au cours des cinq années antérieures, exproprier et mettre au service des classes populaires toute usine qui menace de fermer ou de licencier massivement, voilà pour commencer. Il faut aussi exiger la mise en place d'un vaste plan de travaux publics pour les milliers de familles mal-logées ou sans-logis, c'est-à-dire qu'il faut qu'on dise «assez!» aux plans de relance des gouvernements qui en fait ne sont là que pour garantir les profits des capitalistes.

**À Zanon vous dites «si on peut faire marcher une usine, on peut faire marcher un pays». Quelle signification a un tel mot d'ordre dans le cadre de la crise capitaliste actuelle ?**

Eh bien ça, c'est lié à ce que je viens de te dire. Le capitalisme est pourri jusqu'à la moelle, mais il ne va pas tomber tout seul. Il faut en finir avec lui. Ce système n'offre pour perspectives que la misère et la barbarie. Les travailleurs, et tous ceux et celles qui se proposent de lutter contre l'exploitation de l'homme par l'homme, tous ceux et celles qui défendent les droits des ouvriers, on se doit de structurer une alternative politique. De ce point de vue j'estime que notre lutte, que notre gestion ouvrière

au cours des huit dernières années, représente en tout petit toute la potentialité de notre classe, que c'est possible, que tout pourrait être à notre portée. Zanon c'est un petit laboratoire de ce qu'on peut réaliser nous autres, les ouvriers. Pendant des années on nous a dit qu'on ne pouvait lutter que pour des miettes, qu'on n'avait aucune alternative. On a semé au sein de la classe ouvrière le doute, le scepticisme, au point que bien des organisations ouvrières ou d'extrême gauche ont rabaisé leurs programmes et leurs objectifs et que les travailleurs ont subi coup sur coup, et sont restés sur la défensive.

Cette nouvelle crise à laquelle nous faisons face actuellement comporte des risques énormes car elle pourrait avoir des effets terribles sur nos conditions de vie. C'est en même temps une opportunité historique pour notre classe et tous ceux et celles qui luttent contre le capitalisme.

**J'imagine que quand vous avez décidé d'occuper l'usine en 2001 tu ne t'attendais pas à ce que tout ça dure huit ans. Quel pourrait être l'avenir de Zanon dans les prochaines années ?**

Toutes ces années de bagarre n'ont fait que confirmer mes convictions militantes. Ça fait quinze ans que je travaille à Zanon et j'ai pu voir de l'intérieur l'évolution de mes camarades. Au début, c'était le désert, un sentiment corporatiste et individualiste, de "chacun pour soi". Mais surtout il y avait beaucoup de scepticisme. Les ouvriers n'avaient aucune confiance en eux-mêmes. Si je pense à ces années-là, aux attaques du patronat, aux trahisons, et qu'après je pense à tout ce qui a changé, l'état d'esprit, et que ces mêmes travailleurs ont mené cette lutte qui aujourd'hui a une dimension historique... alors là... Mais pour que tout ça ait lieu il a fallu que certains d'entre nous militent, fassent de la propagande, se bagarrent lors de chaque assemblée, au cours de chaque conversation, en fonction d'une stratégie révolutionnaire. Au début les ouvriers n'y comprenaient pas grand-chose, mais avec l'avancée de la crise et de notre lutte le programme et la stratégie ont pris corps et ce détachement d'ouvriers de Zanon dotés de tactiques et de stratégie héritées de plusieurs générations de travailleurs en lutte a commencé à recréer le programme et la stratégie. Mais on a encore beaucoup à faire. Il faut que d'autres secteurs les reprennent à leur compte, qu'ils les diffusent, et surtout, à mon avis, il nous faut créer un état-major qui reprenne cette perspective, en Argentine comme au niveau mondial.



**L'ELAN EST DONNE**

POUR UNE

**LUTTE PROLONGEE**

Ça continue de plus belle. Les mauvais coups tombent à un rythme tel qu'ils finissent par passer presque inaperçus, sauf pour ceux qu'ils concernent directement.

On a relevé ici deux alertes, lancées l'une par Reporters sans frontières et l'autre par la fédération SUD des collectivités locales. On pourrait en évoquer beaucoup d'autres, hélas. Car tant qu'une puissante révolte ne sera pas à l'ordre du jour, le pouvoir continuera de frapper sans retenue.

## Des logiciels-espions qui menacent les libertés ?

Reporters sans frontières s'inquiète de la mise en danger des sources journalistiques à travers un projet de loi dont on a peu entendu parler. Il permettrait une captation des données informatiques qui ne toucherait pas seulement la liberté des journalistes :

«Reporters sans frontières, est préoccupée par certains aspects du projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure (Loppsi II). La Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) a rendu public, le 24 juillet 2009, un avis sur certains aspects sensibles du texte.

«Nous sommes inquiets par ce projet de loi. Nous redoutons une utilisation excessive de ce système d'espionnage par la police, qui pourrait mettre en danger la protection des sources journalistiques. Le cadre de mise en œuvre de la captation des données informatiques doit être plus clairement défini. Nous demandons aux parlementaires de présenter des amendements pour mieux encadrer ce projet», a déclaré l'organisation.

La CNIL, saisie pour avis par le ministère de l'Intérieur sur ce projet, s'est penchée sur le texte dès le 16 avril 2009. Le périmètre de sa saisine concernait 7 articles du projet de loi. La CNIL a réclamé des garanties sur l'utilisation de logiciels-espions par la police, introduits à distance dans l'ordinateur d'une personne sans que son consentement soit nécessaire.

Présenté en conseil des ministres, le 27 mai 2009, le projet de loi doit être débattu à l'Assemblée nationale à la fin de cette année. Il ajoute dix nouveaux articles sur la "captation des données informatiques en matière de criminalité organisée" dans le code pénal. Avec ce projet de loi, dans le cadre d'une information judiciaire et sous le contrôle d'un juge, les policiers pourront utiliser des logiciels-espions, sans le consentement des intéressés, pour obtenir des données informatiques. Tant les ordinateurs privés que les cybercafés sont concernés par ce projet.

La CNIL considère ces dispositions comme extrêmement "sensibles" car elles constituent une exception importante aux principes de la loi de 6 janvier 1978 relative à la protection des données personnelles. La commission a demandé que les intrusions soient "proportionnées au but poursuivi".

Les logiciels-espions permettent à la police de lire tous les caractères saisis au clavier et tout ce qui apparaît à l'écran, et cela pendant une durée de huit mois. La CNIL s'est tout particulièrement inquiétée de la collecte de données venant de cabinets d'avocats, d'huissier, de médecin et de journaux. Des garanties solides doivent être mises en place afin d'éviter ces dérives. »

Reporters sans frontières <http://www.rsf.org>

## L'État UMP prépare la mort prochaine du statut des fonctionnaires territoriaux

(communiqué de la fédération SUD des collectivités territoriales)

«87 députés UMP ont déposé une proposition de loi qui va permettre la liberté totale de recrutement des personnels contractuels au sein de nos collectivités. Cette proposition est clairement annoncée comme une mise en œuvre de la réforme des collectivités voulue par Sarkozy. Ce texte annonce la fin du statut de la Fonction Publique Territoriale. Il veut imposer un statut de droit privé.

Ce texte prévoit dans son article 1 : "les personnels des administrations des régions, des départements, des communes, et leurs établissements publics... sont recrutés par contrat à l'exception de ceux exerçant une mission de service public, qui restent soumis aux dispositions actuellement en vigueur." Ces députés prennent le soin de préciser concernant les missions de service public : "le statut actuel en vigueur sera maintenu pour les fonctions régaliennes que remplissent les collectivités : état civil, police par exemple." En clair, le statut de fonctionnaire sera réservé à une infime minorité, les autres seront recrutés sous statut de droit privé. L'article 2 prévoit : "les agents des services et établissements des collectivités... sont recrutés par contrat."

### Aujourd'hui usagers : clients demain ?

Si ce texte de loi est adopté, cela signifie la fin des principes républicains d'égalité :

- \* de traitement de tous les citoyens
- \* d'accès à la Fonction Publique.

C'est donc la porte ouverte à une administration partisane au service d'une politique et non une fonction publique au service de tous les citoyens.

Cette réforme, au-delà de l'attaque du statut, permettra la privatisation des services publics de proximité.»

SUD interpelle fonctionnaires et usagers et lance un appel à la mobilisation :

« Ne laissez pas le gouvernement et ces députés casser les droits des fonctionnaires territoriaux et les droits garantis par le service public aux usagers. Dans le même temps, le gouvernement veut imposer une extension de la précarité. Une lutte s'impose, elle doit être unitaire et sans concession. Nous demandons le retrait pur et simple de cette proposition de loi et nous nous adressons dès à présent aux autres organisations syndicales de la fonction publique territoriale pour organiser, dans l'unité, les mobilisations qu'imposent cette attaque majeure du pouvoir. Dès aujourd'hui, interpellez le député de votre circonscription pour qu'il s'engage contre la proposition des 87 députés peu scrupuleux du service public ».

Fédération SUD Collectivités Territoriales [contact@sudct.org](mailto:contact@sudct.org)

# Rencontres et lectures à contre courant

## patrons-voyous.fr

patrons-voyous.fr s'est fixé pour objectif de répertorier les patrons-voyous en France.

C'est à dire ceux qui, sciemment, ne respectent ni le code du travail, ni les salariés, ni la collectivité, ni les syndicats, ne vénèrent que l'argent, le pouvoir.

Seront présents sur ce site : Les patrons condamnés de manière définitive, procédure individuelle ou collective, notamment en correctionnelle, cour d'appel ou cour de cassation, chambres criminelles, pour : non respect du code du travail, discrimination, entrave, infraction à l'hygiène, homicide ou blessure involontaire, mise en danger d'autrui, abus de recours au CDD, atteinte à la dignité de la personne, annulation d'une élection professionnelle au tort de l'employeur, etc...

Les procès civils ne sont pas présents (sauf si c'est un donneur de leçon qui est condamné), ni les affaires pendantes (c'est à dire les affaires non encore jugées définitivement).

Si vous avez connaissance d'une condamnation d'un patron-voyou, envoyez la retranscription du jugement ou de l'arrêt.

En application des articles 133-13 et 133-14 du code pénal, les condamnations pénales de plus de 5 ans ne sont pas répertoriées (droit à la réhabilitation).

## George ORWELL : Ecrits politiques (1928-1949)

Malgré l'immense célébrité d'Orwell, sa pensée reste largement ignorée ou incomprise. Un ouvrage réuni des textes de l'écrivain, tous inédits en français. Ils avaient été écartés de l'édition de ses «*Essais, articles et lettres*» choisis par sa veuve qui n'appréciait pas son positionnement politique.

Ce recueil dessine l'itinéraire des engagements d'Orwell et l'évolution de ses idées: témoignages sur l'Espagne de la guerre civile, appels des années 1940-1941 à la révolution en Angleterre pour gagner la guerre contre Hitler, condamnation de l'impérialisme, réflexions sur le socialisme et la démocratie, critique des intellectuels et de leur fascination pour le pouvoir, bilan de l'expérience travailliste d'après guerre, etc. Il inclut des essais méconnus, qui furent des jalons importants dans l'élaboration de ses conceptions sur l'individu, l'Etat et la société, comme «*Culture et démocratie*», «*Les socialistes peuvent-ils être heureux?*» ou «*La révolte intellectuelle*».

«*Ecrits politiques (1928-1949) - Sur le socialisme, les intellectuels & la démocratie*» préfacé par Jean-Jacques Rosat, traduit de l'anglais par Bernard Hoepffner est paru aux Editions Agone dans la collection Banc d'essais. 432 pages, 25 euros. Editions Agone BP 70072 13192 Marseille cedex 20 <http://agone.org>

## Un siècle de progrès sans merci

Connaissez-vous h ou la constante de Planck ? À moins d'être physicien, il y a fort à parier que non. Introduite en 1899, elle a pourtant influé sur les récentes péripéties de la vie sur Terre plus qu'aucun autre événement scientifique, politique ou économique. Ce livre part du postulat qu'il est impossible de comprendre l'histoire contemporaine sans prendre en compte le développement des connaissances rationnelles et des idéologies qui accompagnent ces progrès. L'histoire du XXe siècle est ici retracée à partir de la découverte par les physiciens berlinois de cette quatrième constante universelle, qui va modifier notre représentation du monde et devenir l'une des principales clés de la domination techno-scientifique: le XXe siècle comme on ne le raconte pas dans les manuels scolaires. Soudain, grâce à cette clé universelle, tout s'explique. Tout, du moins, des soubassements et déterminations matérielles de l'époque contemporaine. Mais que reste-t-il aujourd'hui du fac-

teur humain face au Progrès sans merci ?

«*Un siècle de progrès sans merci - Histoire, physique et XXe siècle*» de Jean Druon est paru aux Editions de L'Echappée. 200 pages. 15 euros.

## Les coopératives d'habitants

Les coopératives d'habitants sont-elles une autre voie possible pour le logement populaire ? En dépit de données quantitatives qui demeurent modestes, la «réinvention des coopératives d'habitants» donne à voir des modes de «fabrique alternatifs» à la conception d'un logement populaire qui apparaît largement dépassée, tant dans sa vision quantitative et fordiste que dans son acception marchande.

Pionnière en Europe, la région italienne du Lazio a voté une loi qui légalise toute occupation d'un bâtiment public laissé vacant par son propriétaire (commune, organisme de logement...). Les habitants coopérateurs assurent la remise en état des logements, tandis que le propriétaire (souvent la commune) prend à sa charge la rénovation des parties communes. Des ménages et personnes seules disposant de très faibles revenus, souvent victimes d'expulsions, retrouvent par ce biais un logement décent.

Aux côtés des coopératives «d'autorécupération résidentielle» se développe une filière orientée vers «l'autoconstruction». Dans plusieurs villes italiennes il est proposé un projet «coopératif d'accession sociale à la propriété» où sont mobilisées des institutions financières et bancaires originales qui prêtent mais aussi accompagnent sur la durée les projets immobiliers et humains. Des coopératives du même type surgissent un peu partout dans de nombreuses métropoles européennes et américaines. C'est ce qu'évoquent par le menu cet ouvrage collectif dirigé par Yann Maury paru chez Bruylant. 432 pages. 35 euros.

Disponible dans la librairie Quilombo 23 rue Voltaire 75011 Paris (Tél. 01 43 71 21 07).

## L'affaire des affaires - L'Argent invisible

Denis Robert, l'initiateur de la lutte contre le blanchiment de l'argent dans les paradis fiscaux, soumis à de multiples pressions et menaces, publie une BD intitulée «*L'affaire des affaires*» chez Dargaud. Avec la collaboration de Yan Lindin-gre, il raconte à la première personne sa vie (mouvementée), de son passage à Libé dans les années 90 à sa mise en examen dans l'affaire Clearstream. Le livre explique d'une façon limpide les mécanismes (paradis fiscaux, banques offshore, manque de coopération entre Etats) qui permettent au crime organisé de prendre ses aises dans la nouvelle économie, mais rend également compte des blocages de la justice. Laurent Astier au trait acéré, transforme le tout en un incroyable thriller politico-financier. C'est le tome 1 (d'une série de trois) qui est paru. «*L'affaire des affaires- L'Argent invisible*». 200 pages - Format roman 15 x 20. 22 euros.

Et n'oublions pas que, mis à genoux financièrement, Denis Robert a besoin de notre soutien !

## Qu'elle était belle mon usine

Juin 2005, le groupe Michelin annonce la fermeture du site de Poitiers. Cette annonce arrive comme une bombe pour les employés et leurs familles. Leur usine, leur fierté, leur travail, leur repère, tout s'écroule... Michelin annonce alors la délocalisation de la production : 432 emplois transférés à 100 km sur le site de Joué les tours. Commence alors l'histoire d'un choix. C'est le combat de 111 salariés face à l'une des plus grandes multinationales qui est raconté dans ce film de Nicolas Dupuis produit par UNIK Productions. Ce DVD de 52 min coûte 15 euros (également disponible à la librairie Quilombo, voir adresse ci-dessus).



# Frime, talonnettes et propagande

(texte émanant des « Amis du Diplo » - Charente)

Certains agissements de nos dirigeants ne laissent pas de nous interroger.

1) Lors de la visite d'Obama à Strasbourg, on voulait lui faire rencontrer des Français; alors un soir, il se retrouva dans la cour du Palais de Rohan face à 600 personnes l'acclamant frénétiquement. On découvrit quelques jours plus tard qu'il s'agissait de militants UMP dépêchés par cars entiers!!!

2) Nul n'ignore plus l'opération de communication montée au mois d'août par Luc Chatel dans un Intermarché avec des ménagères bien proprettes et zélées. Là aussi, il s'agissait de militantes UMP arrivées et reparties en minibus. Dans certaines démocraties plus propres telle celle d'Allemagne, il aurait été contraint à la démission!!!

3) Monsieur Sarkozy visite l'entreprise Faurecia. Pour la photo, on sélectionne des ouvriers à sa taille.

Heureusement que nous avons encore quelques medias libres pour dénoncer ces magouilles ridicules et indignes d'une démocratie. Concernant le dernier avatar cité, merci à la télévision belge. Et j'ajouterais que l'on n'agissait pas autrement dans l'Union soviétique de Brejnev ou la RDA de Honecker!

Que dire des écoutes téléphoniques dénoncées à juste



titre du temps de Mitterrand! Il s'agissait alors de 3.500 personnes; depuis 2002, date d'entrée en fonction d'un certain ministre de l'Intérieur, nous avons dépassé les 20.000!

Ainsi va la belle République française! La dignité et la morale semblent l'avoir désertée, du moins dans les hautes sphères du pouvoir!

## COMITE DE REALISATION

A. BIHR / H. COUPERNOT / L. DALSTEIN / G. DENEUX  
J. FORTCHANTRE / O. MANGEOT / M. MANSOUR / B. MARION  
B. SCHAEFFER / A. ET D. WALTER

# BULLETIN D'ABONNEMENT

\* \* \*

Abonnement 10 numéros (1 an)

- SIMPLE . . . . . 10 Euros  
 de SOUTIEN . . . . . Euros  
 Faibles ressources (selon possibilités) . . .

(Chèque à l'ordre de: "A Contre Courant")

NOM \_\_\_\_\_

Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

CPPAP  
n° 0213 G 87630

Dispensé de timbrage

Mulhouse-CTC

**A CONTRE COURANT**  
(service abonnements)  
BP 12123  
68060 MULHOUSE cedex 2

**P**

**PRESSE**  
DISTRIBUÉE PAR  
LA POSTE

Déposé le 9/10/2009

## Sommaire

- Page 1 ..... Edito : Ne vous trompez pas de cible !  
Page 2 ..... Centres de communication rebelle zapatiste  
Page 3 à 6 ..... La formule Sarkozy(2) : du narcissisme  
en politique  
Page 6 ..... Edito AL : Au placard, les combinards !  
Page 7 et 8 ..... Rocard, l'autogestion et le nucléaire  
Page 8 ..... Grenelle II et publicité  
Page 9 et 10. Etats-Unis : le rêve n'est qu'un cauchemar  
Page 11 à 13 ..... Autogestion à Zenon, en Argentine  
Page 14 . Des logiciels espions qui menacent les libertés  
Page 15 ..... Fonctionnaires territoriaux: statut en danger  
Page 16 ..... Rencontres et Lectures  
Page 16 ..... Frime, talonnettes et propagande

ACC dispose d'un Fax au 03 89 46 29 79 (Pour le 68)  
et au 03 25 05 57 57 (Pour le 52)

ACC sur internet : <http://www.acontrecourant.org>  
Courriel : [courrier@acontrecourant.org](mailto:courrier@acontrecourant.org)

Impression et Direction de publication :  
JEAN FORTCHANTRE 1 rue Victor Hugo  
52100 BETTANCOURT-LA-FERREE